De gauche à droite: Zoelson Randrianindrina, Didi Ratsimbazafy, Pascal Rakotondrasoa

A priori, à la suite du point de presse de trois membres du bureau permanent de l'Ordre des journalistes de Madagascar (OJM), ce 25 août 2016, l'observateur peu regardant déclarera qu'il y a un
« *clash* »
au sein de cette entité. Mais, avec le recul, il s'agit-là d'une réaction de la relève, les jeunes, qui se sont levés pour dénoncer une pratique mise en pratique par le régime Rajaonarimampianina. Celle de toujours mettre tout le monde devant le fait accompli, quant aux prises de décision et les actions menées.

De gauche à droite: le président Rajaonarimampianina, Gérard Rakotonirina, Lambo Tahiry, Sylvain Ranjalahy

Il en a été ainsi du président de l'OJM, Gérard Rakotonirina qui, ayant été allé au Palais d'Iavoloha, le 23 août 2016, pour rencontrer le président de la république, n'en a informé son vice-président qu'au tout dernier moment. Ce n'est pas un fait accompli cela ? Il semble que le régime confond ordre des journalistes, groupement professionnel chargé de faire respecter

l'éthique et la déontologie de la profession, et ordre, société plus ou moins secrète, ayant un statut social déterminé et règlementé, et solidaire à jamais…

Ainsi, de par sa décision unilatérale, Gérard Rakotonirina a été rappelé à l'ordre par Didi Ratsimbazafy, vice-président de l'OJM et Zoelson Randrianindrina, conseiller pour Antananarivo ainsi que Pascal Rakotondrasoa, vice-président pour Antsiranana. En effet, comme tout le monde, ces trois membres du bureau permanent de l'OJM ont connu la démarche quelque peu cavalière via la télévision.

Traduction libre des déclarations de Didi Ratsimbazafy:

1. « Cette démarche n'est rien d'autre qu'une manière de diviser les journalistes. Pourquoi ? Il existe 1253 journalistes qui ont la carte professionnelle. Si c'est moins d'une douzaine qui est allé à Iavoloha pour rencontrer le président de la république, pour être entendus, nous pensons qu'ils ne peuvent être représentatifs de tous les journalistes de Madagascar. Il s'agissait-là d'une manière d'écarter volontairement la majorité. Sans même tenir compte du memorandum élaboré par plusieurs journalistes pour le respect de l'avant-projet présenté avant son passage au Sénat. Il ne faut pas perdre de vue non plus que le journalisme, c'est l'ensemble de plusieurs métiers avant que ne paraissent les journaux, les émissions télé et radio. Aucun n'a été représenté dans cette démarche à la volée et trop hâtive pour être honnête. Par ailleurs, pour un combat commun de longue haleine, le lieu de la rencontre -un palais d'état -n'était pas approprié, sinon inaccessible à tous. C'est une preuve flagrante du « diviser pour régner » que nous ne pouvons approuver. Notre rôle, au sein de l'OJM, et selon sa Charte, est de préserver la solidarité des journalistes. Si celle-ci est menacée, il n'y aura jamais de professionnalisme dans le métier.

2. Comme tout le monde, nous avons vu la rencontre à la télé, le soir à la maison et, donc, nous n'y avons pas participé. Ainsi donc, la loi a été acceptée par le président de la république qui va la promulguer, malgré le lever de bouclier au niveau national et international. Certes, c'est sa prérogative en tant que Chef de l'Etat, mais nous l'invitons à écouter la voix de sa conscience quant à l'application de cette loi sur le code de la communication. Sur le plan du droit, elle aura une force exécutoire, c'est-à-dire que sa promulgation entrainera de facto son décret

d'application et qu'on ne pourra plus l'annuler. Pour nous, la fameuse plateforme (ou espace) de concentration, est plus ridicule qu'inutile dans le sens que tout le monde sait ce qui cloche dans ce code de la communication. Aussi, nous répétons que le président a tout intérêt à écouter la voix de sa conscience, au risque que l'application de cette loi n'entraine un désordre indescriptible.

3. Pour nous, journalistes, je demande que nous ne soyons jamais divisés par la chose politique (la politique politicienne). Dès que quelque chose ne va pas dans ce domaine, c'est nous, les journalistes, qui sont pointés du doigt. En un an et demi de mandat, nous avions constaté un resserrement dans nos rangs. Mais cette solidarité semble avoir été mise à mal en une soirée… Ne perdons jamais de vu que l'union fait la force. Je vous remercie ».

à la vidéo intégrale **(CI-DESSUS)** de ce point de presse au siège

Car, à